



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 490 – 5 mai 2023

❖ Régional

Hausse de l'insécurité alimentaire dans le Sahel et le Golfe de Guinée, malgré une campagne agricole en amélioration

Dans les [pays du Sahel et du Golfe de Guinée](#) (CEDEAO + Mauritanie + Tchad), la production céréalière de la campagne agropastorale 2022-2023 est évaluée à 77,2 Mt, en hausse de 7,7% par rapport à la campagne précédente et de 6,2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, la production céréalière par habitant est en baisse de 2% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La production de tubercules et de racines est estimée à 212 Mt, soit une hausse de 10% par rapport à la moyenne quinquennale et de 3% à celle de l'année dernière. Les prix de plusieurs céréales de base sont en hausse de 25 à 40% comparativement à la moyenne des 5 dernières années, avec des pics dans des pays comme la Sierra Leone, le Burkina Faso, ainsi que dans les zones d'insécurité. L'insécurité alimentaire toucherait en particulier environ 29,5 M personnes sur la période mars-mai 2023. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, ce chiffre pourrait atteindre 42,5 M durant la période de soudure entre juin et août 2023.

L'inflation dans l'UEMOA se situe à +5,7% en g.a en mars 2023

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité ont connu dans l'ensemble une amélioration en mars 2023, traduisant une orientation favorable de la

LE CHIFFRE À RETENIR

1,8 Md EUR

Le coût global des mesures d'atténuation de la vie chère sur la période 2022-2023 supporté par l'Etat du Sénégal

conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 11,9% et 3,8% en glissement annuel (g.a.) en mars 2023 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,9%. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a baissé en moyenne de 0,9 point en g.a., reflétant les diminutions des scores du Burkina Faso (-5,6 points en g.a) et de la Côte d'Ivoire (-5 en g.a.). A noter que les scores des autres pays ont enregistré une hausse, dont les plus importantes concernent le Togo (+9,7 en g.a), le Bénin et le Niger (+5,7 en g.a chacun). Enfin, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à +5,7% en g.a en mars 2023, au même niveau que le mois précédent, principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +3,2 points de pourcentage).

📍 Bénin

Adoption du document de programmation budgétaire et économique 2024-2026

Le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2024-2026 [a été adopté](#) en Conseil des ministres le 3 mai dernier. Ce document présente la trajectoire économique du gouvernement et ses principales priorités pour les 3 prochaines années. Ainsi, il est prévu entre autres (i) la poursuite de la réduction du déficit en infrastructures ; (ii) la promotion des secteurs à fort potentiel, dont l'agriculture, le tourisme, l'économie numérique et l'économie du savoir, et (iii) la montée en puissance des filets sociaux. Enfin, s'agissant des finances publiques, le gouvernement compte poursuivre l'élargissement de la base imposable.

📍 Burkina Faso

Octroi d'un permis d'exploitation de l'or à Poura gold

Le Conseil des ministres du 03 mai 2023 a [marqué son accord](#) pour l'octroi d'un permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or à la société minière de droit burkinabè Poura gold operation SA. Cette société exploitera les gisements du district aurifère de Poura, situé dans les communes de Poura et de Fara, région de la Boucle du Mouhoun. Le permis d'exploitation couvre une superficie de 32,6 km² et sa durée de vie est estimée à 10 ans. La production moyenne attendue est estimée à 11,7 tonnes d'or. Ce projet générera des recettes pour l'Etat estimées à 51,4 Mds FCFA (78,3 M EUR) et permettra la création de 366 emplois, dont 232 directs. En outre, la contribution au Fonds minier de développement local (FMDL) s'élèvera à environ 3 Mds FCFA (4,5 M EUR) sur la durée de l'exploitation de la mine.

Liz Aviation effectue son premier vol

Le 27 avril 2023, Liz Aviation, la nouvelle compagnie aérienne du groupe Ebomaf, a officiellement [lancé ses activités](#) en effectuant depuis l'aéroport international de Ouagadougou, son premier vol inaugural en direction de Bobo-Dioulasso. La compagnie desservira dans un premier temps la ligne Ouagadougou - Bobo-Dioulasso, puis les lignes Lomé - Niamtougou - Ouagadougou et Lomé - Ouagadougou.

📍 Cap-Vert

Tenue à Boa Vista d'une conférence internationale des partenaires

Le gouvernement du Cap-Vert [a organisé](#) les 27 et 28 avril dernier sur l'île de Boa Vista une conférence internationale des partenaires sur le thème "Impulser les changements et accélérer le développement". La conférence a été l'occasion pour les autorités de présenter le Plan stratégique de développement durable 2022-2026 (PEDS II) du Cap-Vert, dont les orientations stratégiques portent entre autres sur le développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé, le tourisme durable, l'économie bleue, l'économie numérique, le capital humain, la modernisation de l'État et de l'administration publique. Cette conférence a également été l'occasion pour les bailleurs bilatéraux et multilatéraux de faire part de leurs engagements pour la mise en œuvre du PEDS II. L'Union européenne a ainsi annoncé qu'un financement de [140 M EUR étaient envisagés dans le cadre de l'initiative Global Gateway](#).

CVA reprendra les liaisons aériennes vers la France à compter de juillet 2023

La compagnie aérienne publique Cabo Verde airlines (CVA) [a annoncé](#) qu'elle reprendra à compter du 23 juillet 2023 les liaisons directes entre la France et le Cap-Vert. Celles-ci avaient été interrompues depuis 2020, du fait de la pandémie à COVID-19 et avaient tardé à

reprendre, en raison des difficultés financières de la compagnie.

🍷 Côte d'Ivoire

Hausse de la production d'hydrocarbures en 2022

En 2022, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont respectivement estimées à 9,3 M barils et à 90,3 M BTU. La production de pétrole brut enregistre une progression annuelle de 6%, grâce principalement à la mise en production de nouveaux puits sur le bloc CI-27, combinée à une plus grande disponibilité des installations du champ Espoir. Quant à la production de gaz naturel, elle connaît une hausse de 7,8%, tirée par les ventes sur le bloc CI-27, à la suite de la mise en production de nouveaux puits et à l'augmentation de la demande en gaz. La valorisation de la part Etat de pétrole brut et de gaz naturel est de 295,2 M USD, en hausse de 110% par rapport à 2021. En outre, les droits émis sur les produits pétroliers sont de 74,1 Mds FCFA (112,9 M EUR) en 2022, soit une baisse de 83,5%, imputable à la suspension de la taxation sur les principaux produits pétroliers d'avril à décembre de l'année écoulée afin de soutenir les ménages.

Le déficit financier du secteur de l'électricité s'élève à 51 M EUR à fin 2022

La production totale d'électricité s'est établie 2022 à 12 139 GWh, dont 76,4% de source thermique et 23,6% au titre de la production hydroélectrique. Cette production enregistre une hausse de 6,3% par rapport à 2021. Les achats de combustibles pour la production d'électricité de source thermique sont évalués à 354,1 Mds FCFA (539,8 M EUR) en 2022, soit une hausse de 16,3%. En termes de trésorerie, le secteur de l'électricité a enregistré un déficit de 33,3 Mds FCFA (50,8 M EUR) à fin décembre 2022, contre 57,1 Mds FCFA (87 M EUR) en 2021, en dépit de la subvention de l'Etat et des facilités de trésorerie qui ont été mobilisées.

184 M EUR prévus au titre de l'année 2023 dans le cadre du C2D

La 9^{ème} édition de la Revue sectorielle des projets du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) s'est déroulée du 13 au 16 mars 2023. Il ressort qu'à fin décembre 2022, 1 213,7 Mds FCFA (1,9 Md EUR) ont été décaissés pour l'exécution des projets C2D depuis la mise en place du mécanisme, sur 1 341,46 Mds FCFA (2 Mds EUR) remboursés. En 2022, des projets de grande envergure ont été livrés, dont les cours d'appels de Daloa et de Korhogo, le Pont Houphouët Boigny réhabilité, 43 collèges de proximité ainsi que les Lycées Professionnels de Daoukro et de Yopougon. L'année 2023 devrait marquer la fin de la mise en œuvre des projets des deux premiers C2D, avec 120,6 Mds FCFA (183,9 M EUR) attendus pour le financement de divers projets de développement et la livraison de plusieurs ouvrages dans les secteurs de l'assainissement, de la santé et de l'éducation.

🍷 Guinée

Instauration d'un prix de référence applicable à la vente de bauxite

Afin d'améliorer le rendement des recettes publiques issues de l'exploitation de la bauxite, les autorités guinéennes ont décidé d'instituer un prix de référence applicable à la vente du minerai. Ce prix sera utilisé pour déterminer les obligations fiscales des sociétés minières qui produisent ou exportent la bauxite. Il est supposé refléter les conditions de marché des producteurs de bauxite en Guinée et est déterminé par une formule qui tient compte de paramètres liés au marché de destination et à la qualité du minerai. Pour rappel, la Guinée est l'un des leaders mondiaux de la bauxite, avec une production estimée à 103,5 Mt en 2022.

📍 Mauritanie

Aura Energy lève 6,1 M EUR pour financer l'exploitation du projet d'uranium Tiris

L'entreprise australienne Aura Energy [a annoncé](#) avoir levé 10 M AUD (6,1 M EUR) via l'émission de nouvelles actions qui lui permettront en grande partie d'achever les études de planification et de développement du projet d'uranium de Tiris et de poursuivre les efforts visant à identifier des ressources supplémentaires à haute teneur et à faible coût dans la région. L'entreprise a déposé une demande de permis pour l'exportation d'uranium depuis la Mauritanie et la décision du gouvernement est attendue vers la fin de 2023. L'entrée en production de la mine serait prévue pour 2025. Selon [l'étude de faisabilité du projet](#), les réserves d'uranium du projet Tiris sont estimées à plus de 10 250 tonnes.

📍 Niger

Inflation à +1,4% en g.a. en mars 2023

Selon l'Institut national de la statistique, l'inflation au Niger [s'est élevée](#) à +1,4% en glissement annuel (g.a.) en mars 2023, contre +1,1% le mois précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des prix des meubles, articles de ménage et d'entretien courant du foyer (+4,2% en g.a), des transports (+2,4% en g.a), des articles d'habillement et des chaussures (+2,1% en g.a) ainsi que des boissons alcoolisées, du tabac et des stupéfiants (+12,2% en g.a). Une détente des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,1% en g.a) est à noter et confirme la baisse observée le mois dernier (-0,6% en g.a).

Plus d'un quart des travaux du barrage de Kandadji exécutés

Le 26 avril 2023, une délégation de la Banque mondiale [s'est rendue](#) sur les différents sites du Programme de Kandadji pour faire le point sur son état d'avancement. La délégation s'est

enquise à la fois de la réinstallation des 3 villages déplacés et de la progression des travaux de génie du barrage qui, à date, ont atteint un taux d'exécution de 27%. Le mégaprojet du Barrage de Kandadji est un complexe hydro-agro-électrique d'un coût de 740 Mds FCFA (1,1 Md EUR) qui comprend la construction d'une digue d'une capacité de retenue d'eau de 1,5 Mds m³ et la création d'une centrale de 130 MW. La fin des travaux est prévue pour 2025. Le programme permettra d'améliorer l'irrigation des terres et de renforcer l'électrification du pays.

📍 Sénégal

Les mesures d'atténuation de la vie chère évaluées à 1,8 Md EUR pour la période 2022-2023

Le 1^{er} mai 2023, à l'occasion de la cérémonie de remise des cahiers de doléance de la fête du Travail, le Président Macky Sall [a rappelé](#) certaines mesures sociales prises par le gouvernement en faveur des ménages et des travailleurs, notamment les subventions allouées pour contenir les prix des denrées de première nécessité et des engrais, l'augmentation des salaires de la fonction publique, les pertes de recettes publiques sur certains produits, etc. Selon le Président, la somme des efforts de l'Etat pour atténuer la vie chère est évaluée à 1 185 Mds FCFA (1,8 Md EUR) sur la période 2022-2023.

40% du budget de la campagne agricole 2023-2024 dédiés à l'achat d'engrais

Au terme du Conseil interministériel à la campagne agricole 2023-2024 qui s'est tenu le 27 avril 2023, le Ministre chargé de l'Agriculture a [annoncé](#) que près de 40 Mds FCFA (61 M EUR), sur le budget de 100 Mds FCFA (152,4 M EUR) dédié à cette campagne, seront consacrés à l'achat d'engrais. Le reste du budget servira à l'achat de semences, au conseil agricole et à la protection des végétaux. Le Ministre a ainsi souligné que 24 Mds FCFA (36,6 M EUR) seront utilisés pour l'acquisition de semences d'arachide, soit une hausse de 71% par rapport à l'an dernier. Par

ailleurs, afin d'améliorer de façon significative la productivité une série de 19 mesures ont été prises lors du Conseil interministériel, dont l'une concerne la mise en place de commissions de cession des intrants agricoles au plus tard le 15 mai prochain. Enfin, il faut souligner que le budget de la campagne agricole connaît une forte hausse ces dernières années, dans la mesure où il se chiffrait à 40 Mds FCFA en 2019. Cette évolution se justifie notamment par l'impact de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine sur le secteur et la sécurité alimentaire.

Le groupe SUNU acquiert la majorité du capital de la BICIS

Le 28 avril 2023, à la suite de la conclusion de l'accord d'acquisition du 28 juillet 2022 avec le groupe BNP Paribas, le groupe panafricain SUNU [a annoncé](#) l'acquisition de 54,1% du capital social de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (BICIS). Ainsi, le groupe SUNU, spécialisé dans l'assurance, poursuit la diversification de ses activités dans le secteur bancaire, après avoir acquis en 2019 une banque au Togo. Selon le communiqué, le groupe ambitionne de renforcer la digitalisation des activités de la BICIS, avec des offres davantage adaptées aux besoins du marché.

Sierra Leone

Accord au niveau des services du FMI pour la conclusion des 6^e et 7^e revues FEC

Les autorités sierra-léonaises et les services du FMI sont parvenues à [un accord](#) sur les 6^e et 7^e revues du programme économique de la Sierra Leone appuyé par la Facilité élargie de crédit

(FEC). L'accord est soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI et permettrait de débloquer un financement de 15,5 M DTS (20,8 M USD) en faveur du pays. Les défis économiques de la Sierra Leone se sont intensifiés avec de multiples chocs. Alors que la croissance en 2022 est estimée à 3,6%, l'inflation a continué d'augmenter, la monnaie s'est fortement dépréciée et les risques liés à la dette ont augmenté. En termes de perspectives, la croissance devrait ralentir en 2023 à 2,7% avant de se redresser en 2024. Par ailleurs, les autorités ont demandé une prolongation du programme jusqu'en novembre 2023 afin de continuer à s'appuyer sur les récentes réformes et d'atteindre les objectifs prévus.

Togo

5 M USD de la BAfD pour les études de faisabilité du projet de 20 000 logements à coût abordable

La Banque africaine de développement (BAfD) a [annoncé](#) le 26 avril dernier l'octroi d'un financement de 5,1 M USD pour les études de faisabilité d'un projet de construction de 20 000 logements à coût abordable. Ce financement de la BAfD sera complété par un financement de 600 M FCFA (1 M USD) de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Le projet cible les ménages à revenus faibles et intermédiaires et vise à leur accorder l'accès à la propriété d'un logement décent. Le déficit global de logements décents au Togo est estimé à plus de 500 000 unités.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international